

LA VIE ECONOMIQUE

- [Manuel Valls : "Nous ne menons pas une politique d'austérité"](#)
- [Les cinq déclarations de Valls qui vont droit au cœur des patrons](#)
- [Discours de Valls au Medef : la gauche de la gauche effondrée](#)
- [Réactions mitigées après la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'Economie](#)
- [Les réactions politiques au nouveau gouvernement Valls](#)
- [L'UMP demande à Valls d'"engager sa responsabilité" devant l'Assemblée nationale, François Bayrou parle de "dissolution"](#)
- [Macron prêt à autoriser "toutes les entreprises" à déroger aux 35 heures. Matignon dément une remise en cause des 35 heures](#)
- [Le pacte de responsabilité ne provoque pas de déclic chez les industriels](#)
- [Les entreprises continuent de recourir aux préretraites](#)
- [26 000 chômeurs de plus sur les bras de Hollande](#)
- [Le salaire des cadres a progressé en 2014 \(mais peu\)](#)
- [Najat Vallaud-Belkacem reste ferme sur la suppression des bourses au mérite](#)
- [Travail le dimanche : l'exécutif veut agir seul](#)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE

- [Le "jobbing", des petits boulots pour arrondir les fins de mois, mais attention au travail au noir](#)

FISCALITE

- [Michel Sapin exclut toute hausse de la TVA et de la CSG](#)

LA VIE DES ENTREPRISES

- [Total doit "continuer sa politique de reconversion industrielle", selon son PDG](#)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

- [Luc Chatel dénonce le "double langage" de Manuel Valls](#)

DERNIERE MINUTE

- [Travail le dimanche : les syndicats vent debout contre le recours à l'ordonnance](#)

Qu'est-ce que Le.Crible ?

Le.Crible se propose de trier, dans l'actualité économique, politique, législative et réglementaire, toute information utile, directe et indirecte, en relation avec le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale.

Outre le suivi de l'actualité, on trouvera dans **Le.Crible** les projets de textes en débat. Le but étant de pouvoir se forger une opinion en se fondant sur ces projets, sur les commentaires qu'ils suscitent dans toute leur diversité, dans la presse écrite, télévisée, les journaux en ligne, etc.

Une bibliographie sera également proposée, qui signalera les différentes sorties de livres, là aussi dans un large éventail, sans esprit partisan. Chaque sujet est systématiquement accompagné d'un lien Internet vers l'article source. Si ce lien est un plus, les sujets sont cependant rédigés de façon à pouvoir être lus sans que le lecteur soit obligé de se référer à la source.

L'équipe de rédaction étant de taille modeste, la couverture de l'actualité ne sera pas exhaustive. Et la formule sera peaufinée au fil des parutions et des réactions des lecteurs qui se manifesteront auprès du mail suivant : eric.tessier@urssaf.fr

LA VIE ECONOMIQUE

● Manuel Valls : "Nous ne menons pas une politique d'austérité"

Manuel Valls, premier ministre, s'est exprimé sur France 2, le 26/08/2014. Il a notamment expliqué le renouvellement du gouvernement : « *[Les responsables politiques] doivent agir avec dignité, avec cohérence. Nous ne pouvions pas accepter qu'à l'intérieur du gouvernement, il y ait une remise en cause de la ligne économique définie par le chef de l'État. [...] Ce sont les faits, les déclarations qui ont été rappelés qui ont déclenché, oui, cet acte d'autorité du gouvernement. Nous ne pouvions pas accepter ce type de spectacle qui n'est pas à la hauteur de la responsabilité qui doit être la nôtre. [Il y a un] véritable débat [au sein du gouvernement, mais] une seule ligne. La tradition de la gauche, des Français, c'est le débat, mais le débat doit être mené au sein du gouvernement. Les membres du gouvernement ne peuvent pas se donner en spectacle. [...] Au lieu de se diviser, [il est] temps de se rassembler [afin de] faire les réformes nécessaires et débloquent le pays. [La politique menée] est la bonne. Nous ne menons pas une politique d'austérité, [mais] je suis pour le sérieux budgétaire, je sais que nous ne pouvons pas vivre au-dessus de nos moyens* ». Concernant les chiffres du chômage pour juillet, M. Valls a annoncé qu'ils seraient mauvais : « *Ils ne peuvent pas être bons, ils seront même négatifs avec le niveau de croissance que nous avons* ». Le premier ministre a ensuite défendu fermement sa politique économique : « *Si nous avons notre part de responsabilité et les réformes à faire pour favoriser notamment l'investissement et le soutien aux entreprises, il faut aussi que les choses évoluent en Europe. La parole de la France est entendue en Europe. [...] Quelle est la solution alternative ? Sortir de l'euro ? Provoquer une crise, l'affaissement de notre pays sur la scène européenne et internationale ? Aller plus loin dans les politiques de rigueur budgétaire comme le propose l'opposition ? Non, cette politique équilibrée [du gouvernement] va donner des résultats, mais il faut du temps. [...] Je sais que ce discours est difficile à entendre par nos concitoyens, ça fait des années qu'ils vivent une situation difficile. Mais il n'y a pas sans doute d'autre politique possible que cette politique équilibrée qui correspond aux intérêts du pays, qui favorise les entreprises, qui soutient les ménages aux revenus modestes et engage les réformes nécessaires pour débloquent le pays* ». M. Valls a aussi précisé qu'il soumettra son gouvernement à un vote de confiance « *sur un programme de travail* » en septembre ou en octobre : « *Il y a beaucoup de parlementaires écologistes qui nous soutiennent, les radicaux de gauche sont toujours engagés avec nous et puis surtout il y a l'immense majorité des députés socialistes qui nous soutiennent. [...] Moi je ne doute pas, j'aurai l'occasion de présenter bien évidemment un vote de confiance à l'Assemblée nationale sur un programme de travail au moment de la session parlementaire, en septembre ou en octobre. La majorité, elle sera là, il ne peut pas en être autrement. [...] Si la majorité n'était pas au rendez-vous, ce serait fini, nous ne pourrions pas poursuivre notre œuvre* ». Mais en ce qui concerne une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale, le premier ministre ne l'envisage pas : « *Je ne l'imagine pas. Vous pensez que le pays a besoin d'une crise politique, vous pensez que le spectacle est à la hauteur des enjeux ? Non* ».

[http://www.lepoint.fr/politique/manuel-valls-en-direct-sur-france-2-26-08-2014-1856808_20.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Matinal\]-20140827](http://www.lepoint.fr/politique/manuel-valls-en-direct-sur-france-2-26-08-2014-1856808_20.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Matinal]-20140827)

(Source : www.lepoint.fr du 27/08/2014)

[Retour au sommaire](#)

● Les cinq déclarations de Valls qui vont droit au cœur des patrons

Le 27/08/14, le premier ministre, **Manuel Valls**, a eu droit à une standing ovation de la part des patrons, à l'issue du discours qu'il a prononcé en ouverture de l'université d'été du Medef, à Jouy-en-Josas (Yvelines). Les cinq points principaux de ce discours :

01)- « J'aime l'entreprise ! » M. Valls : « *La France a besoin de ses entreprises, de toutes ses entreprises [...] car ce sont elles qui, en innovant, en risquant les capitaux de leurs actionnaires, en mobilisant leurs salariés, en répondant aux attentes de leurs clients créent de la valeur, génèrent de la richesse qui doit profiter à tous. Et moi, j'aime l'entreprise !* ».

02)- « Absurde de parler de cadeaux faits aux patrons » M. Valls : « *Il est absurde de parler de cadeaux faits aux patrons, ce langage n'a aucun sens. Une mesure favorable aux*

entreprises est favorable au pays tout entier. [...] Il est d'usage d'opposer la gauche et le monde de l'entreprise. Mais notre pays a besoin de sortir des postures, des jeux de rôles auxquels nous sommes tellement habitués. [...] Notre pays crève de ces postures. [...] Cessons d'opposer systématiquement Etat et entreprises, chefs d'entreprise et salariés, organisations patronales et syndicats. Cherchons plutôt à coopérer ».

03)- « Le droit actuel [...] freine les initiatives ». M. Valls : « Nous allons accroître la concurrence, alléger certaines règles, je pense à celles relatives au travail du dimanche ou à l'urbanisme commercial. C'est un fait : le droit actuel maintient des prix artificiellement élevés, freine les initiatives. [Il faut un assouplissement du droit du travail, qui] à l'extérieur, est perçu comme contraignant : le droit actuel freine les initiatives [...], il faut rendre à la France son attractivité ». M. Valls s'est aussi engagé à établir « la stabilité » en matière de fiscalité des entreprises.

04)- La question « légitime » des seuils sociaux. M. Valls : « Vos représentants participeront à des négociations qui vont s'ouvrir sur la représentation des salariés et le dialogue social. Ces négociations poseront aussi la question des seuils. C'est une question légitime ». Les seuils sociaux, qui entraînent des obligations pour les patrons, comme celles d'avoir des représentants du personnel ou un comité d'entreprise au-delà d'un certain nombre de salariés, sont perçus par le Medef comme un frein à la croissance et à l'embauche.

05)- « Nous devons baisser notre dépense publique ». M. Valls : « L'impôt plutôt que la réduction des déficits et des dépenses : ce choix a trop duré. [...] Nous devons baisser notre dépense publique. Il en va de l'avenir de notre pays. [...] La France vit au-dessus de ses moyens depuis quarante ans ».

http://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-valls-2/valls-aux-patrons-j-aime-l-entreprise_679127.html#xtor=AL-67

(Source : www.francetvinfo.fr du 27/08/2014)

● Discours de Valls au Medef : la gauche de la gauche effondrée

La gauche du PS ("Les frondeurs"), le PCF et les syndicats ont réagi au discours prononcé par M. Valls lors de l'ouverture de l'université d'été du Medef. Florilège :

- **Laurent Baumel (PS) :** « Moi qui connais assez bien l'évolution idéologique des partis socialistes depuis deux décennies, je peux vous dire que c'est un copié-collé du type de discours que tenait Tony Blair dans les années 95-97-99 en Angleterre, c'est-à-dire que c'est une proposition idéologique pour rompre avec tout ce à quoi nous avons cru à gauche depuis des décennies. [...] Je peux difficilement cacher mon trouble. C'est la première fois, je crois, qu'un Premier ministre socialiste va faire applaudir des piques contre des députés socialistes par un syndicat patronal ».

- **Jean-Luc Mélenchon, Parti de gauche :** « Le président du Medef applaudit le Premier ministre. Ou l'inverse. On ne sait plus trop qui est qui... »

- **Olivier Dartigolles (PCF) :** « À la tête d'un nouveau gouvernement, où tous les ministres sont désormais alignés derrière ses coups de talonnettes et de menton, Manuel Valls est allé cet après-midi aux universités d'été du Medef pour déposer aux pieds de Pierre Gattaz ce qu'il croit être le cadavre de la gauche. [...] Même dans leurs rêves les plus fous, ils n'auraient jamais imaginé, à peine plus de deux ans après son élection, une telle convergence d'intérêts et d'objectifs avec l'homme du Bourget. Pour la première fois, un Premier ministre lâche ses coups en stigmatisant par ses moqueries les députés socialistes de sa propre majorité, qui se sont rendus coupables à ses yeux de poser une question : pourquoi serait-il hors de question de changer une politique qui échoue ? ».

- **Jean-Claude Mailly (Force Ouvrière),** ironisant sur la standing ovation reçue par M. Valls : « Je n'applaudis pas ». Pour M. Mailly, M. Valls est « un bon communicant », dont le gouvernement donne l'impression d'être « dans les cordes ».

[Retour au sommaire](#)

- **Thierry Lepaon (CGT) :** « Le Premier ministre a choisi de venir faire applaudir sa politique par le Medef, le jour même de la publication des chiffres du chômage qui continuent d'augmenter. [...] La confusion des genres entre l'État et le Medef, le trait d'union [que

Manuel Valls] tire entre le Medef et les entreprises, ont quelque chose de scandaleux. [Dans le discours du Premier ministre,] aucune stratégie n'est annoncée concernant l'évaluation des politiques publiques en direction des entreprises. Sur 45 minutes de discours, il consacre une phrase timide sur les comptes qu'elles auront à rendre à la nation. [Il] passe sous silence les 220 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises qui ne sont soumises à aucune évaluation, alors que tous les observateurs attentifs constatent que le versement du CICE [crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, NDLR] n'a servi ni à l'investissement ni à l'emploi. [...] Le Premier ministre dit vouloir rassembler pour réformer, mais la question cruciale qui est posée est sur quoi ? Comment ? ». M. Lapaon réagit aussi violemment à la déclaration de M. Valls sur le fait que la France vivait « au-dessus de ses moyens depuis 40 ans » : « C'est insupportable ! Où sont les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes en galère, qui vivent au-dessus de leurs moyens aujourd'hui en France ? »

[http://www.lepoint.fr/politique/discours-de-valls-au-medef-la-gauche-de-la-gauche-effondree-27-08-2014-1857094_20.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Matinale\]-20140828](http://www.lepoint.fr/politique/discours-de-valls-au-medef-la-gauche-de-la-gauche-effondree-27-08-2014-1857094_20.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Matinale]-20140828)

(Source : www.lepoint.fr du 28/08/2014)

● Réactions mitigées après la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie

La nomination de M. Macron, ancien banquier d'affaires et ancien conseiller économique de M. Hollande, au ministère de l'Économie provoque des réactions à droite comme à gauche. Petit tour d'horizon :

- **Pierre Gattaz, président du Medef** : « Emmanuel Macron a trois atouts : il connaît l'entreprise, il connaît l'économie de marché et il connaît la mondialisation. [Je veux voir] les faits et les mesures. J'ai confiance, mais je veux voir ».
- **Thibault Lanxade, le président du pôle entrepreneuriat du Medef** : « Emmanuel Macron, profond & pragmatique Bercy ira dans la bonne direction ».
- **Jean-François Roubaud, président de la CGPME**, sur RMC Info : « Je [le] connais bien, c'est un homme de grande qualité, qui connaît bien l'économie. C'est une satisfaction. [...] Nous sommes déçus car nous n'avons toujours pas de Ministre en charge des PME ».
- **Guillaume Cairou, président du Club des Entrepreneurs** : « [C'est] un signal positif pour le monde des entrepreneurs, de nature à [les] rassurer ».
- **Stéphane Richard, PDG d'Orange** : « Bonne chance à Emmanuel Macron, qui a démontré qu'on peut être de gauche et comprendre les réalités de l'entreprise ».
- **Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière**, sur France Inter : « [Ce n'est] pas une bonne idée pour l'économie française. [...] Ce n'est pas une trahison mais je suis inquiet étant donné son parcours. La ligne économique menée depuis deux ans, à savoir une politique d'austérité, va être renforcée. A moins qu'Emmanuel Macron change ».
- **Laurent Baumel, Jean-Marc Germain et Christian Paul, députés socialistes "frondeurs"** : « [C'est] une provocation évidente, un symbole regrettable. [Arnaud Montebourg] incarnait une politique volontariste, de gauche, [quand Emmanuel] Macron est celui qui convertit la gauche gouvernementale à une forme de libéralisme économique ».
- **Pierre Laurent, secrétaire national du PCF** : « [La] politique annoncée [est] plus droitière que jamais, symbolisée par l'arrivée d'Emmanuel Macron, homme-clé des banques et de la finance ».
- **Florian Philippot, vice-président du Front National** : « Macron à l'Économie et l'Industrie ou l'officialisation de la domination de la grande finance ! ».
- **Nadine Morano, UMP**, parle de « reniement » dans un tweet : « "Mon ennemi c'est la finance" Hollande au Bourget...2014 : Macron, ancien de chez Rothschild, ministre de l'Éco. Le reniement c'est maintenant ».

[Retour au sommaire](#)

- **Christian Estrosi, député UMP**, ancien ministre de l'Industrie : « Alors que François Hollande déclarait au Bourget en 2012 que son ennemi était la finance, il vient de confier à la finance la lourde entreprise de redresser l'outil de production français. C'est une erreur qui se révélera très néfaste pour toute notre industrie ».

- **Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) :**
« [Cette nomination] ne va pas dans le sens [d'une] refonte de la politique économique ».

<http://www.usinenouvelle.com/article/reactions-mitigees-apres-la-nomination-d-emmanuel-macron.N280357>

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Les-reactions-politiques-au-nouveau-gouvernement-Valls-2014-08-27-1197423>

(Sources : www.usinenouvelle.com du 27/08/2014, Elodie Vallerey, www.lacroix.com du 27/08/2014)

● **Les réactions politiques au nouveau gouvernement Valls**

Quelques réactions à la nomination du gouvernement de M. Valls :

- **Pierre Lellouche (UMP) :** « Manuel Valls a viré les fortes têtes de son gouvernement et fait entrer ou promeut des technocrates et des seconds couteaux, appréciés pour leur docilité. Reste que ce gouvernement, sans grande stature ni relief, va rapidement voir sa base politique fondre jour après jour, à gauche, dans le PS et dans tout le pays. Après cette crise, Manuel Valls n'a plus le temps ni les moyens du virage social-libéral que François Hollande aurait dû entreprendre dès 2012. Un retour devant le peuple s'avérera vite inévitable ».

- **Philippe Vigier, président du groupe UDI** à l'Assemblée nationale : « Le pseudo nouveau gouvernement de Manuel Valls ne sera pas plus efficace pour relever les défis auxquels le pays est confronté. [...] Aujourd'hui, après ce remaniement, les doutes quant à la capacité et la volonté de l'exécutif de tourner le dos à la politique menée depuis maintenant plus de deux ans restent les mêmes ».

- **Jean-Pierre Bel, président du Sénat (PS) :** « [Je me félicite] de voir une équipe de qualité, diverse, qui respecte le principe de parité. [...] Ce nouveau gouvernement répond ainsi à l'enjeu de la clarification et à la volonté d'œuvrer pour redresser le pays dans la justice sociale. Les défis liés à la situation économique, au drame du chômage et à la redéfinition d'une ambition européenne forte exigent pour y faire face que le gouvernement fasse preuve d'une solidarité sans faille et d'un dévouement, sans arrières pensées, au service de nos concitoyens ».

- **La CFTC**, elle, demande au nouveau gouvernement « d'œuvrer au plus vite et avec la plus grande détermination à l'accélération et à l'intensification des négociations de branches et d'entreprises » sur les contreparties du pacte de responsabilité. Elle demande aussi la « mise en place de l'observatoire » chargé du suivi du pacte. Le syndicat prévient : « Si ces négociations ne devaient pas déboucher sur des engagements concrets et chiffrés en matière de création d'emplois et/ou d'investissements productifs [alors] la CFTC préconisera et défendra une autre politique économique ».

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Les-reactions-politiques-au-nouveau-gouvernement-Valls-2014-08-27-1197423>

(Source : www.lacroix.com du 27/08/2014)

● **L'UMP demande à Valls d'"engager sa responsabilité" devant l'Assemblée nationale, François Bayrou parle de "dissolution"**

Le 27/08/14, l'UMP a demandé au premier ministre, M. Valls, de répondre à la « grave crise politique » qui secoue l'Hexagone, en engageant « en urgence sa responsabilité dès la session extraordinaire » devant l'Assemblée nationale, le 9 septembre. Pour l'UMP, « la nomination d'un nouveau gouvernement est loin de constituer une sortie de crise. [...] L'exécutif dispose-t-il d'une majorité pour gouverner ? Et pour quelle politique ? C'est de la réponse à cette double question que dépend désormais la sortie de crise ». De son côté, **M. Bayrou** a estimé « que la dissolution de l'Assemblée nationale était une "sortie de crise" possible prévue par les institutions de la V^e République, et probablement la dernière "option" pour François Hollande ».

http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/08/27/bayrou-prone-une-dissolution-de-l-assemblee-nationale_4477823_823448.html

(Source : www.lemonde.fr du 28/08/2014)

[Retour au sommaire](#)

● **Macron prêt à autoriser "toutes les entreprises" à déroger aux 35 heures. Matignon dément une remise en cause des 35 heures**

Le 25/08/14, dans un entretien accordé au magazine Le Point, celui qui allait devenir ministre de l'Economie, **M. Macron**, s'est dit favorable au fait d'autoriser « *les entreprises et les branches à déroger* » aux 35 heures en cas d'accords entre les directions de ces dernières et les organisations syndicales. **M. Macron** : « *[La France souffre] de deux problèmes spécifiques et endémiques : notre compétitivité, particulièrement dégradée, et notre déficit budgétaire. [...] Nous pourrions autoriser les entreprises et les branches, dans le cadre d'accords majoritaires, à déroger aux règles de temps de travail et de rémunération. C'est déjà possible pour les entreprises en difficulté. Pourquoi ne pas étendre à toutes les entreprises, à condition qu'il y ait un accord majoritaire avec les salariés ? [Une telle évolution permettrait de] sortir de ce piège où l'accumulation des droits donnés aux travailleurs se transforme en autant de handicaps pour ceux qui ne travaillent pas* ». M. Macron étant devenu depuis ministre de l'Economie, **Matignon** a réagi le 28/08/14 à ces déclarations : « *[Le gouvernement] n'a pas l'intention de revenir sur la durée légale du travail à 35 heures. [...] Une modification de la durée de travail relève de discussions entre partenaires sociaux que l'exécutif respectera* ». **Harlem Désir**, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, était intervenu plus tôt sur le sujet sur i-Télé : « *Il n'y a pas de projet de remise en cause des 35 heures. [...] Il n'y a aucun projet de cette nature. Il y a en revanche une volonté de développer la négociation sociale dans les entreprises. La négociation sur la défense de l'emploi, sur l'aménagement du temps de travail, sur les seuils sociaux, mais pas de remettre en cause la durée légale du travail* ». La gauche de la gauche du PS s'indigne. **Emmanuel Maurel** : « *Rien de ce qui est aujourd'hui annoncé (35 heures, seuils sociaux, travail du dimanche) ne figurait dans le projet PS ou le programme présidentiel. Rien* ». **Pascal Cherki**, député PS : « *Si ce n'est pas la position du gouvernement, il doit le quitter car il ne peut y avoir deux lignes* ». La droite, elle, approuve. **M. Fillon**, sur BFM-TV et RMC : « *[Assouplir les 35 heures] serait une très bonne nouvelle, [je voterais] sans hésitation [pour une telle décision]. Je le dis depuis 2007, il faut les supprimer. Nous aurions dû le faire, c'est notre erreur* ». Du côté des partenaires sociaux, on réagit aussi. **Le Medef** : « *[Nous sommes] prêts à ouvrir des négociations [pour assouplir les 35 heures]* ». L'organisation patronale assure toutefois ne pas vouloir les abolir. **Geoffroy Roux de Bézieux**, vice-président du Medef : « *La France est dans une situation critique. C'est le seul pays à avoir les 35 heures, le seul où le chômage augmente aussi fortement. La question des 35 heures n'est pas taboue* ». Pour **Laurent Berger**, secrétaire général de la **CFDT**, sur Europe 1, la déclaration du nouveau ministre de l'Economie n'est « *pas une bonne idée* » : « *Ce n'est pas à l'ordre du jour. La façon dont c'est lancé : je dis non. Pas dans une interview, comme ça. Qu'il nous laisse négocier avec les entreprises* ».

http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/08/28/emmanuel-macron-veut-autoriser-les-entreprises-a-deroger-aux-35-heures_4477840_823448.html

<http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2014/08/28/25002-20140828ARTFIG00083-harlem-desir-dement-une-remise-en-cause-des-35-heures.php>

(Sources : www.lemonde.fr du 28/08/2014, www.lefigaro.fr du 28/08/2014)

[Retour au sommaire](#)

● **Le pacte de responsabilité ne provoque pas de déclic chez les industriels**

Selon un communiqué de l'**Insee** publié le 27/08/14, les industriels français ont revu à la baisse leurs prévisions d'investissements pour 2014. Les investissements devraient progresser « *d'un maigre* » 1 % par rapport à 2013. **Challenges** : « *Cette révision à la baisse est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement qui espérait que les mesures du pacte de responsabilité allaient provoquer un déclic chez les industriels* ». **Par secteurs ? Ceux où l'investissement devrait être le plus en hausse** : les industries agricoles et alimentaires (+ 6 %), la fabrication d'équipements électriques et électroniques (+ 8 %). **Ceux où il sera le plus en baisse** : les autres secteurs industriels et les fabricants de matériels de transport. **L'Insee** : « *Pour le premier semestre, les entrepreneurs sont quasiment aussi nombreux à signaler une hausse qu'une baisse de leur investissement par rapport au second semestre 2013. Il en est de même concernant leurs perspectives pour le second semestre* ».

[http://www.challenges.fr/economie/20140827.CHA6937/le-pacte-de-responsabilite-ne-provoque-pas-de-decliv-chef-les-industriels.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20140827_NLCHAACU10H- -pacte-de-responsabilite-pas-de-decliv-chef-les-industriels#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20140827](http://www.challenges.fr/economie/20140827.CHA6937/le-pacte-de-responsabilite-ne-provoque-pas-de-decliv-chef-les-industriels.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20140827_NLCHAACU10H- -pacte-de-responsabilite-pas-de-decliv-chef-les-industriels#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20140827)
(Source : www.challenges.fr du 27/08/2014)

● Les entreprises continuent de recourir aux préretraites

D'après une étude du ministère du Travail du 26/08/14, les entreprises continuent de recourir aux préretraites, malgré la taxation introduite en 2003 « *et l'encouragement des gouvernements successifs à augmenter la durée de travail des seniors* ». Pour le ministère, la préretraite est devenue, pour les grands groupes, une « *vitrine éthique* » qui accompagne des plans sociaux. Une manière de « *redorer leur image* », en quelque sorte. Ces préretraites, permettant à des salariés n'ayant pas encore acquis les conditions suffisantes pour une retraite à plein droit, sont financées en totalité par les entreprises elles-mêmes. **Le ministère du Travail** : « *La résorption des sureffectifs générés par la crise économique et les restructurations sont devenues aujourd'hui le principal motif de recours à la préretraite d'entreprise. [Dans les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE),] la préretraite permet généralement de créer un minimum de consensus dans des négociations souvent tendues. [Elles sont également une] réponse à la pénibilité de certains métiers, [notamment pour les grandes entreprises industrielles où la préretraite fait partie de la] culture de l'entreprise [depuis plusieurs dizaines d'années]* ».

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Les-entreprises-continuent-de-recourir-aux-preretraites-2014-08-26-1197113>

- Dares Analyses, n°064, août 2014 : Les préretraites d'entreprise (8 pages) :

http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-064_1_.pdf

(Sources : www.lacroix.com du 26/08/2014, <http://travail-emploi.gouv.fr>)

● 26 000 chômeurs de plus sur les bras de Hollande

Le 27/08/14 ont été publiés les chiffres du chômage en France pour le mois de juillet 2014. Ils sont mauvais. En France métropolitaine, ils ont augmenté de 26 100 personnes en catégorie A (chômeurs sans aucune activité), soit + 0,8 % sur un mois (contre + 0,3 % en juin) et + 4,3 % sur un an. La hausse est encore plus forte si l'on inclut les chômeurs ayant exercé une activité réduite (catégorie B et C) : elle est de + 40 600 inscrits (+ 0,8 % sur un mois, + 5 % sur un an). **Au total**, la France métropolitaine compte 3 424 400 chômeurs en catégorie A, 3 689 500 en incluant les DOM ; 5 083 800 avec les catégories B et C, 5 386 600 en incluant les DOM. Toutes les catégories sont touchées : les jeunes (+ 0,7 %), les plus de 50 ans (+ 0,7 %), les chômeurs de longue durée de plus d'un an (+ 1,1 %), ceux de plus de trois ans (+ 2 %). **Les motifs d'entrée en hausse à Pôle Emploi en juillet** : les fins de CDD (+ 2,7 %), les « *autres licenciements* » (+ 4,5 %). **Les motifs de sortie** : les entrées en stages (+ 4,5 %). Sont **en baisse** les reprises d'emplois déclarées (- 4,6 %) et les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (- 2,5 %). **La réaction du gouvernement ?** Ce dernier explique que cette augmentation « *traduit une croissance nulle dans la zone euro, comme en France* ». Il avance également les différents moyens qu'il a mis en œuvre : l'apprentissage, les emplois d'avenir, la « *garantie jeune* » (accompagnement renforcé vers l'emploi des jeunes en situation d'exclusion), le pacte de responsabilité – selon le gouvernement, « *[un] atout majeur [qui] va être déployé pour soutenir la compétitivité de nos entreprises, la création d'emplois durables et les secteurs qui perdent des emplois depuis trop d'années* ». **M. Rebsamen**, ministre du Travail, a rappelé que, le 10/09/14, il allait réunir « *les représentants des 50 plus grandes branches professionnelles pour un suivi de leurs négociations et de leurs engagements à la fois qualitatifs et quantitatifs* ».

<http://www.liberation.fr/economie/2014/08/27/26-000-chomeurs-de-plus-sur-les-bras-de-hollande-1088327?xtor=EPR->

[450206&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=quot](http://www.liberation.fr/economie/2014/08/27/26-000-chomeurs-de-plus-sur-les-bras-de-hollande-1088327?xtor=EPR-450206&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=quot)

- Tous les chiffres de la Dares pour juillet 2014 (20 pages)

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-PPBVN18.pdf>

(Sources : www.liberation.fr du 27/08/2014, Luc Peillon, <http://travail-emploi.gouv.fr>)

[Retour au sommaire](#)

● Le salaire des cadres a progressé en 2014 (mais peu)

D'après le baromètre publié le 01/09/14 par Expectra, une filiale du groupe Randstadt spécialisée dans l'intérim et le recrutement de cadres et d'agents de maîtrise, les salaires des cadres ont été en légère progression en 2014 (+ 0,9 %). Si cette hausse est supérieure à celle de 2013 (+ 0,5 %), elle reste bien en-deçà des années 2012 (+ 2,4 %) et 2011 (+ 2,9 %). **Didier Gaillard**, directeur général d'Expectra : « *Ce signal, certes positif, doit toutefois être nuancé. D'une part, la hausse de salaire est faible, [...] d'autre part, elle s'inscrit dans un environnement économique hexagonal privé de moteur où la croissance, de ce fait, ne décolle pas. [...] Grandes entreprises et PME n'ont souvent d'autre choix que d'adopter des politiques salariales prudentes, marquées du sceau de la maîtrise des coûts* ». Il existe de grandes disparités selon les secteurs. **Les plus fortes hausses en 2014** : le commerce (chefs de produit, + 5,6 %), la finance (responsables comptabilité, + 4,5 %), l'industrie (ingénieurs, + 3,8 %). **Expectra** : « *[Cela pointe] la volonté des entreprises de maximiser leur portefeuille existant. [...] Et ce, faute d'avoir, le plus souvent, les marges de manœuvre financières pour développer de nouveaux services et/ou produits* ». Le secteur informatique et communications est en baisse (+ 0,7 % en 2014, contre + 1,8 % en 2013). **Expectra** : « *Cette faible progression reflète la croissance du chiffre d'affaires du secteur, attendue sur l'ensemble de l'année à seulement 1,1 %* ».

[http://www.challenges.fr/emploi/20140901.CHA7135/le-salaire-des-cadres-a-progresse-en-2014-mais-peu.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20140901_NLCHAACU10H- -le-salaire-des-cadres-a-progresse-en-2014-mais-peu#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20140901](http://www.challenges.fr/emploi/20140901.CHA7135/le-salaire-des-cadres-a-progresse-en-2014-mais-peu.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20140901_NLCHAACU10H- -le-salaire-des-cadres-a-progresse-en-2014-mais-peu#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20140901)

(Source : www.challenges.fr du 01/09/14)

● Najat Vallaud-Belkacem reste ferme sur la suppression des bourses au mérite

Le 01/09/14, **Mme Vallaud-Belkacem**, ministre de l'Education, s'est exprimée sur France Inter. **Sujet ?** La suppression des bourses au mérite. Malgré une certaine contestation de cette mesure, la ministre est restée ferme : « *[Cette suppression va] de pair avec les nouvelles bourses mises à disposition ou augmentées pour près de 100 000 étudiants cette année. [...] Dans une enveloppe contrainte, il faut faire des choix. Le choix a été fait de pouvoir aider, accompagner un maximum d'étudiants en difficulté sociale* ». **Mme Vallaud-Belkacem** a répondu à M. Cohen, journaliste, que le mérite ne serait pas pris en compte dans l'attribution des bourses : « *Non. Ce sont désormais des bourses accordées sur critères sociaux uniquement mais dont nous faisons bénéficier davantage d'étudiants parce que nous sommes dans une démarche de faire réussir le plus d'étudiants possible* ».

<http://etudiant.lefigaro.fr/les-news/actu/detail/article/najat-vallaud-belkacem-reste-ferme-sur-la-suppression-des-bourses-au-merite-8570/>

(Source : <http://etudiant.lefigaro.fr> du 01/09/14)

[Retour au sommaire](#)

● Travail le dimanche : l'exécutif veut agir seul

Le 29/08/14, **Matignon** a confirmé l'information selon laquelle, pour ce qui est du projet de loi sur la croissance, le gouvernement entendait passer, en partie, par des ordonnances. Cette procédure restreint le pouvoir d'intervention du Parlement. Principal concerné : le travail le dimanche. **M. Macron**, ministre de l'Economie, a commencé à recevoir les principaux leaders syndicaux, comme M. Mailly (FO) et M. Laurent (CFDT). Le 02/09/14 pour M. Lepaon (CGT). Selon **Le Figaro** : « *Il ne fait guère de doutes que les futures ordonnances du gouvernement s'inspireront du rapport Bailly (du nom de l'ex-président de La Poste), remis en décembre dernier après la crise des magasins de bricolage* ». **Que préconise le rapport Bailly ?** Une plus grande flexibilité. **Comment ?** En augmentant le nombre d'ouvertures le dimanche (12 par an, contre 5 aujourd'hui) ; en redéfinissant, via une négociation entre les élus et les partenaires sociaux, les périmètres des zones touristiques et des zones d'activité où les magasins sont ouverts le dimanche. Pour les salariés, le rapport demande des contreparties, sauf pour les salariés des entreprises de moins de dix salariés.

<http://www.lefigaro.fr/emploi/2014/09/01/09005-20140901ARTFIG00053-travail-du-dimanche-l-executif-veut-agir-seul.php>

(Source : www.lefigaro.fr du 01/09/14)

COTISATIONS SECURITE SOCIALE

● Le "jobbing", des petits boulots pour arrondir les fins de mois, mais attention au travail au noir

Dans le but d'arrondir leurs fins de mois, des milliers de particuliers s'inscrivent sur des sites de « jobbing ». **Le but ?** Proposer leurs services pour des petits boulots... payés, bien sûr. Une douzaine de sites ont été mis en place depuis un an et demi : YoupiJob, Frizbiz, Jemepropose, iFastask, MonAbeille... Se sont joints à eux des sites généralistes comme Le Bon Coin. **Les domaines concernés ?** Du petit bricolage au service à la personne, en passant par l'aide informatique ou le jardinage. Des « mini-emplois » qui peuvent rapporter d'une dizaine à plusieurs centaines d'euros. **Bertrand Tournier**, cofondateur de YoupiJob : « Nos jobeurs [ceux qui effectuent un petit boulot, Ndlr] gagnent en moyenne 280 euros par mois. [Nous revendiquons] 120 000 membres, dont environ 80 000 qui proposent leurs services ». **Augustin Verlinde**, cofondateur de Frizbiz (plus de 50 000 membres) : « Les meilleurs jobeurs peuvent atteindre 500 à 1 000 euros par mois. L'idée, c'est de permettre aux gens d'arrondir leurs fins de mois ». **Anne-Sophie Novel**, auteur de "La vie share, mode d'emploi sur l'économie du partage" : « En France, ça a vraiment émergé au printemps 2013, avec le lancement en quelques semaines d'une demi-douzaine de sites. [...] L'argument économique arrive en première place pour expliquer l'émergence de ces nouveaux modes de consommation ». La cartographie de ses membres, établie par YoupiJob, recense une majorité d'actifs (59 %) et un quart d'étudiants (26 %). **Bertrand Tournier** : « Il y a beaucoup d'actifs à temps partiel subi, qui ont un petit revenu, un loyer élevé, des enfants et qui ont besoin de ce complément pour faire face au quotidien ». Les sites mettent en avant l'aspect « bon plan », comme YoupiJob (« Jusqu'à trois fois moins chers qu'une entreprise ») et Jemepropose (« Trouver un artisan ou un service moins cher »). **Cela pose deux problèmes : 01)-** Celui de la concurrence aux acteurs traditionnels du service à la personne ou de l'artisanat ; **02)-** Un risque de favoriser le travail au noir. **Anne-Sophie Novel** : « On est dans cette fameuse zone grise parce que c'est une économie émergente, qui se structure. Se pose la question de la façon dont c'est encadré en termes d'Urssaf, de déclarations fiscales, s'ils respectent vraiment le cadre juridique ».

http://www.lexpress.fr/emploi/gestion-carriere/le-jobbing-des-petits-boulots-pour-arrondir-les-fins-de-mois_1570849.html

(Source : www.lexpress.fr du 27/08/2014)

FISCALITE

● Michel Sapin exclut toute hausse de la TVA et de la CSG

Le 31/08/14, **M. Sapin**, ministre des Finances, a affirmé sur le plateau du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro, que le gouvernement n'envisageait pas de hausse de la TVA, ni de la CSG : « Non, nous n'avons pas ces idées là, ça n'empêche pas de travailler, mais nous n'avons pas ces idées là. [...] Vous nous voyez en train d'augmenter massivement les impôts d'un côté pour pouvoir les baisser de l'autre ? [...] Les décisions ne sont pas encore prises. Le budget est en train d'être écrit. Mon sentiment est qu'il y aurait une contradiction formelle entre notre volonté de diminuer maintenant les impôts en particulier des plus modestes et d'augmenter les impôts par ailleurs ». Pour rappel, le projet de budget sera présenté le 24/09/14 en Conseil des ministres.

[http://www.challenges.fr/economie/20140831.CHA7133/michel-sapin-exclut-toute-hausse-de-la-tva-et-de-la-csg.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20140901_NLCHAACTU10H- -michel-sapin-exclut-toute-hausse-de-la-tva-et-de-la-csg#xtor=EPR-14-\[Quot10h30\]-20140901](http://www.challenges.fr/economie/20140831.CHA7133/michel-sapin-exclut-toute-hausse-de-la-tva-et-de-la-csg.html?cm_mmc=EMV- -CHA- -20140901_NLCHAACTU10H- -michel-sapin-exclut-toute-hausse-de-la-tva-et-de-la-csg#xtor=EPR-14-[Quot10h30]-20140901)

(Source : www.challenges.fr du 01/09/2014)

[Retour au sommaire](#)

LA VIE DES ENTREPRISES

● Total doit "continuer sa politique de reconversion industrielle", selon son PDG

Dans un entretien accordé à Ouest France et relayé par l'Usine Nouvelle, **Christophe de Margerie**, PDG de Total, fait le point sur le raffinage en France et explique que Total va devoir réduire ses capacités dans l'Hexagone : « Notre deuxième trimestre n'est pas terrible. [...] Ce n'est tout simplement pas durable ! Ces pertes sont structurelles et se répètent chaque année. Ce n'est pas parce qu'une entreprise comme Total a des moyens importants

qu'elle doit financer des foyers de pertes. [...] Cela veut dire qu'il y a encore des adaptations à faire sur les sites de Total en France. Nous devons continuer notre politique d'anticipation et de reconversion industrielle, même si cela suppose de vrais changements. [...] Cette baisse (de la demande de produits pétroliers) est en partie due à des efforts d'efficacité énergétique dans lesquels Total, comme beaucoup, s'est engagé. C'est quand même extraordinaire d'entendre des gens s'inquiéter de la baisse de la consommation pétrolière alors que c'est le souhait de la société depuis des années. Des particuliers aux industriels, on met tout en œuvre pour réduire les émissions de gaz à effets de serre... encore faut-il avoir conscience que cela entraîne automatiquement une baisse de la consommation de produits pétroliers. Il faut l'accepter mais surtout l'assumer car on l'a décidé ! ».

<http://www.usinenouvelle.com/article/total-doit-continuer-sa-politique-de-reconversion-industrielle-selon-son-pdg.N280336>

(Source : www.usinenouvelle.com du 27/08/2014, Astrid Gouzik)

OPINIONS/VIE POLITIQUE

● Luc Chatel dénonce le "double langage" de Manuel Valls

- **Luc Chatel**, secrétaire général intérimaire de l'UMP, s'est exprimé le 01/09/14, sur i>Télé. **Sujet ?** Le discours de M. Valls devant le Medef le 27/08/14, et celui qu'il a prononcé lors de l'université d'été du PS le 31/08/14. **M. Chatel** : « Hier [le 31/08/14, Ndlr] à La Rochelle, je n'ai pas entendu Manuel Valls parler de la fin de l'interdiction du travail du dimanche, de la fin des 35 heures, de la fin des seuils sociaux. Curieusement, c'est un discours qu'il tient devant le patronat, mais pas à l'université du PS. Ce que nous voulons, c'est mettre fin à cette comédie, à ce double langage, [...] Si M. Valls a décidé avec M. Hollande de changer de politique à 180 degrés et de reprendre peu ou prou le programme de l'UMP, qu'il vienne l'expliquer devant l'Assemblée nationale et qu'il demande la confiance. [...] Manuel Valls appartient à un gouvernement qui a augmenté de 30 milliards la pression fiscale des entreprises depuis deux ans, qui au total a fait qu'il y a une taxation des plus-values de cession d'entreprise à 60 % alors qu'elle est à 30 % dans la moyenne des pays de l'Union européenne. Il appartient à un gouvernement qui depuis deux ans défie le monde de l'entreprise ».

[http://www.lepoint.fr/politique/luc-chatel-denonce-le-double-langage-de-manuel-valls-01-09-2014-1858896_20.php#xtor=EPR-6-\[Newsletter-Mi-journee\]-20140901](http://www.lepoint.fr/politique/luc-chatel-denonce-le-double-langage-de-manuel-valls-01-09-2014-1858896_20.php#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20140901)

(Source : www.estrepublicain.fr du 20/08/2014, Nathalie Mauret)

[Retour au sommaire](#)

DERNIERE MINUTE

● Travail le dimanche : les syndicats vent debout contre le recours à l'ordonnance

Les réactions syndicales à l'annonce du recours aux ordonnances par le gouvernement, concernant le travail le dimanche : **Michèle Chay**, secrétaire générale de la Fédération **CGT** du commerce : « [Agir par ordonnance] sur cette question de travail du dimanche, c'est encore un déni de démocratie orchestré par ce gouvernement. [Nous demandons] depuis de nombreuses années un grand débat national sur cette question. C'est encore un mauvais coup porté aux salariés du commerce ». **Joseph Thouvenel**, secrétaire général adjoint de la **CFTC** : « [L'ouverture des magasins le dimanche] mérite un vrai débat, que les partenaires sociaux soient saisis et que les parlementaires débattent, sinon, à quoi sert le Parlement ? [...] Je ne suis pas sûr que la démocratie en sorte très renforcée. Nous ne voyons absolument pas l'intérêt en termes d'emplois ». La fédération **FO** du commerce dénonce « un déni de démocratie ». **Jean-Claude Mailly**, secrétaire général de **FO**, s'est dit « stupéfait ». **Laurent Berger**, secrétaire général de la **CFDT**, a rappelé que la CFDT était opposée à une généralisation du travail dominical et a réclamé une concertation avec les organisations syndicales, avant toute élaboration de texte de loi.

[http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20140901.OBS7791/travail-le-dimanche-les-syndicats-vent-debout-contre-le-recours-a-l-ordonnance.html?cm_mmc=EMV- -NO- -20140901_NLNOACTU17H- -travail-le-dimanche-le-recours-a-l-ordonnance-un-deni-de-democratie#xtor=EPR-3-\[Actu17h\]-20140901](http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20140901.OBS7791/travail-le-dimanche-les-syndicats-vent-debout-contre-le-recours-a-l-ordonnance.html?cm_mmc=EMV- -NO- -20140901_NLNOACTU17H- -travail-le-dimanche-le-recours-a-l-ordonnance-un-deni-de-democratie#xtor=EPR-3-[Actu17h]-20140901)

(Source : <http://tempsreel.nouvelobs.com> du 01/09/2014)

Le.Crible vous souhaite une bonne rentrée 2014

[Retour au sommaire](#)

Le.Crible, la lettre d'information hebdomadaire de l'Urssaf Ile-de-France. En ligne tous les mercredis
Directeur de publication : le directeur Philippe Renard
Rédacteur en chef : Eric Tessier
Contact : eric.tessier@urssaf.fr

Si vous ne désirez plus recevoir cette newsletter, merci d'envoyer un mail à l'adresse suivante :
eric.tessier@urssaf.fr

A l'inverse, si vous n'êtes pas abonné(e) et désirez l'être, merci d'envoyer un mail à la même adresse :
eric.tessier@urssaf.fr

Si vous êtes abonné(e) et changez d'adresse électronique, et si vous souhaitez rester abonné(e), merci d'envoyer votre nouvelle adresse électronique à la même adresse :
eric.tessier@urssaf.fr